

*chose, grâce aux distributions alimentaires de l'ONU.» La Deuxième Intifada changera cependant sa vie, qui sera dorénavant rythmée par les images de mort et de cadavres, comme par les bruits des bombardements en 2000, lorsqu'Israël vise la résidence de Yasser Arafat. Paradoxalement, ce sont la guerre, les bombardements et les tirs sur les civils présents dans les rues qui donneront à Amir l'envie de sortir de chez lui : « Je voulais aller voir près des frontières les jeunes qui lancent des pierres. Je voulais voir les scènes de guerre, car jusqu'alors je ne voyais que la mort et non la guerre qui les cause ».*

Amir explique qu'il n'a pas toujours eu peur pendant les périodes de bombardements car il fallait continuer à vivre. Cette attitude semble fréquente. À l'université Al-Aqsa, Amir a parfois entendu que les bombardements n'étaient pas une raison suffisante pour arriver en retard. Il ajoute qu'il comprend, car les étudiants pourraient en profiter... Après l'élection du Hamas, Israël a bombardé et détruit la centrale fournissant 65 % de l'électricité de Gaza, les Gazaouis ont passé trois mois dans le noir. Amir a dû réviser le bac en allant d'un quartier à l'autre pour lire sous les réverbères au fur et à mesure des coupures d'électricité. Lorsqu'il est sorti de Gaza pour la première fois, ce fut pour un stage de trois semaines à Perpignan, Amir a été saisi d'angoisse en raison du silence qui remplaçait le bruit des drones. Il se souvient aussi s'être demandé à quoi on peut penser quand il n'y a pas de guerre, et si la plupart des personnes ne sont pas trop angoissées de devoir se fixer elles-mêmes des priorités à moyen et long terme, « *ce qu'on n'a pas le temps de faire lorsqu'on vit aux côtés de la mort* ».

À son retour en Palestine, Amir fut vexé qu'on ne lui posât pas davantage de questions sur la France. Il se souvient avoir entendu de la part de plusieurs Gazaouis qu'il apprenait la langue d'un « pays qui n'existe pas », c'est-à-dire où il ne retournerait jamais. À partir de ce moment, il est allé très fréquemment à l'Institut français de Gaza, qui est l'un des rares centres culturels de la Bande de Gaza. Il affirme avoir vu les 1 200 films français disponibles dans les rayons de la médiathèque de l'institut, ce que je n'ai aucune peine à croire au vu de sa culture cinématographique et de sa maîtrise du français.

Vivant dans un quartier de Gaza où le retour de l'électricité se faisait souvent de minuit à 6 heures du matin, Amir a aussi passé des nuits à regarder TV5. Nous nous trouvons dans un café de Gaza, et nous en venons à parler de Laurent Ruquier ou Patrick Sébastien. Je retrouverai ce rapport à la télévision et parfois aux médias internationaux chez beaucoup de Gazaouis. La télévision est parfois leur seule relation avec l'extérieur, relation entretenue le plus souvent par les chaînes internationales d'information, les films égyptiens ou les matches du Real et du Barça. Amir est le seul homme palestinien que je connaisse à ne pas regarder les matches de foot. À la fin de la soirée, nous passons par plusieurs rues du centre de Gaza dont Amir me dit qu'elles furent parmi les premières bombardées lors de l'opération « Plomb durci ».

Lorsque je demande un jour aux étudiants s'ils ont déjà entendu parler de la Palestine dans des médias français, ou s'ils se sont intéressés à l'expression des mouvements de solidarité à l'international, une étudiante me dit qu'elle a lu « *le livre de Roger Garaudy sur la négation de l'Holocauste* ». Je ne sais pas s'il s'agit d'une provocation ou si elle n'imagine pas que cette référence puisse me choquer. Je lui réponds que les thèses de Roger Garaudy ne sont pas celles qui s'expriment en France à l'intérieur des mouvements de solidarité avec le peuple palestinien. Je lui apprends que le génocide a bien eu lieu, que des Juifs français fuyant les rafles ont notamment été accueillis à la Grande mosquée de Paris. Je dois ajouter que, même s'il est instrumentalisé par Israël, je sais que le génocide des Juifs d'Europe n'est pas de la responsabilité des Palestiniens et ne légitime pas la politique israélienne. Elle semble prête à m'entendre une fois cela précisé. J'en déduis que c'est l'instrumentalisation du génocide des Juifs d'Europe par Israël qui l'intègre à son histoire officielle, tout en niant le massacre et l'expulsion des Palestiniens en 1948, qui semble avoir poussé cette étudiante à ne pas croire en sa réalité. Dans son livre intitulé *Les Arabes et la Shoah*, Gilbert Achcar observe d'ailleurs que les Palestiniens ayant effectué leur scolarité dans des écoles israéliennes – c'est-à-dire les plus exposés au roman national israélien – sont, en réaction, encore plus enclins au négationnisme que leurs compatriotes de Gaza (ou de Cisjordanie).

Plus troublante sera la discussion que j'aurai dans un café avec deux universitaires palestiniens, eux aussi lecteurs des œuvres de Roger Garaudy, qui reprendront à leur compte l'ensemble des préjugés développés par la littérature antisémite européenne. Contrairement à nombre de Palestiniens parlant abstraitement des « Juifs » pour désigner concrètement l'armée israélienne, ou à l'étudiante qui avait eu le réflexe de considérer que le génocide des Juifs d'Europe n'était qu'un élément de la propagande israélienne, le racisme antijuif de ces deux personnes me paraîtra théorisé et documenté. Ils seront mes seuls interlocuteurs à qui je pourrai attribuer un réel racisme idéologique, trouvant sans surprise ses références dans la littérature européenne et notamment française.

De nombreux étudiants des deuxième et troisième années me questionnent sur les discours portés par les jeunes qui, en France, sont engagés pour la Palestine ou contre l'islamophobie. Plusieurs étudiantes du Département de français qui rêvent d'effectuer un stage ou un voyage en France me demandent si elles risquent de subir des regards, voire des invectives ou des agressions du fait qu'elles portent le foulard. Je ne peux malheureusement pas les rassurer.

En guise de réponse à leurs questions sur les discours liés aux luttes menées en France contre l'islamophobie et le colonialisme, je passe une heure à faire écouter plusieurs morceaux de rap aux étudiants de deuxième année. Après leur avoir fait lire Maupassant, Baudelaire ou Léo Ferré les semaines précédentes, cela est aussi l'occasion de les aider à élargir leur vocabulaire. Ils apprécient particulièrement *Jeteur de pierres* de Sniper et *17 octobre 61* de Médine dont je tiens à leur dire qu'il est originaire de la même ville que moi. Ils me disent que l'expression semble totalement libre en France. Je nuance leur propos en leur apprenant que des rappeurs, par exemple les membres du groupe La Rumeur, ont été traînés devant les tribunaux pour avoir rappelé l'histoire coloniale de la France et dénoncé les meurtres commis par la police. Avec les étudiants de troisième année, nous étudions la syntaxe, le style et la ponctuation d'extraits de *Quatre heures à Chatila* de Jean Genet.

J'ai, cependant, l'impression d'échouer dans ma tentative d'associer tous les étudiants aux discussions, et les écarts de niveaux et de capacité à participer se creusent. Lors des ateliers de conversation mis en place pour les étudiants de quatrième année, beaucoup de discussions tournent autour des effets de l'occupation et du blocus, de la pauvreté, de la perte d'espoir dans l'avenir ou de la perte d'un être cher tombé en martyr ou emprisonné par l'occupant. Arrivés à la dernière année de leur cursus, beaucoup d'étudiants sont démotivés, convaincus d'être bientôt au chômage, de rencontrer peu d'occasions de parler français au cours de leurs vies. La baisse de motivation chez les étudiants de quatrième année du Département de français de l'université Al-Aqsa sera le sujet du mémoire de fin d'études de Riad. Lors des sondages réalisés dans sa promotion, 100 % des étudiants interrogés lui déclareront qu'ils ne pensent pas pouvoir trouver un emploi à la fin de leurs études. 100 000 nouveaux diplômés sortent chaque année des universités de la Bande de Gaza, quand le chômage est de 40 % chez les hommes et 60 % chez les femmes.

Lorsque nous accueillons Vincent Lemire, chercheur à l'université de Strasbourg, venu à Gaza pour présenter son « Hydro-histoire de Jérusalem », Mirvat El-Rayes, vice-présidente du département, le prévient que la discussion et les questions qui succéderont à sa présentation porteront probablement plus sur la situation présente à Gaza que sur l'histoire de Jérusalem : « *Nous avons affaire à des étudiants qui, compte tenu de leur âge et du contexte, sont assez angoissés et ne peuvent rien prévoir de l'avenir. Imaginez notre situation en novembre [2012], rien ne laissait présager quelques jours avant les bombardements que ce serait bientôt la guerre...* »

Après une heure d'exposé sur la situation à Jérusalem dans la première partie du xx<sup>e</sup> siècle, la discussion se trouve en effet vite déviée par les étudiants sur la mauvaise qualité de l'eau à Gaza, très salée en raison de la position géographique, mais aussi à cause du pompage important exercé par l'occupant dans le reste de la Palestine, notamment dans les puits autour de la Bande de Gaza. C'est donc l'eau de mer qui, dans nos robinets, remplace

l'eau volée par Israël, dont on ne peut s'empêcher de penser qu'elle sert parfois à remplir des piscines ou nettoyer des tanks. À Gaza, des cancers et des dysenteries sont développés par ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter l'eau désalinisée vendue par des camions-citernes qui annoncent leur arrivée quotidienne au bas de nos immeubles au son de la *Lettre à Élise*. Aussi, lorsqu'il pleut en Cisjordanie, l'eau venue des collines irrigue Gaza depuis que l'occupant israélien a détourné le trajet de l'eau à Hébron afin de déverser les eaux usées sur Gaza. Gaza est souvent inondée, puisque Gaza est plate. Il se dit que « *Va boire la mer à Gaza* » était l'une des expressions favorites de Yasser Arafat pour envoyer promener ses collaborateurs.

## CHAPITRE 6

Quelques jours après mon arrivée dans la Bande de Gaza, je rencontrai plusieurs des membres de l'ISM (*International Solidarity Movement*), organisation que je rejoindrai une semaine plus tard, et dont la branche gazaouie utilisait aussi à ce moment l'acronyme IAP pour *International Action for Palestine*. Mes premiers contacts se feront avec Sarah, déjà mentionnée comme enseignante-chercheuse à l'université Al-Aqsa, et Maher, Palestinien, militant de gauche et principal animateur du groupe. S'il n'est plus membre du Front Populaire de Libération de la Palestine, il reste un militant proche de l'organisation. À Gaza, le but de l'ISM est double : primo, soutenir la résistance palestinienne, en rencontrant les membres, en relayant les discours et en se joignant à une partie de ses manifestations ; deuxio, aider les Palestiniens à tenter de continuer de vivre, par exemple en assurant une présence auprès des pêcheurs souvent attaqués par l'armée israélienne dans les eaux territoriales palestiniennes, ou auprès des paysans vivant sur des terres qu'Israël tente de transformer en véritable *no man's land*.

La création de l'*International Solidarity Movement* est contemporaine de celle des missions civiles qui se sont rendues en Palestine tout au long de la Seconde Intifada pour soutenir la résistance palestinienne. À cette époque, les fondateurs de l'ISM, Ghassan Andoni, Neta Golan, Huwaïda Arraf et Adam Shapiro écrivaient dans la charte fondatrice du mouvement que :

**L'*International Solidarity Movement* est une organisation non gouvernementale palestinienne regroupant des pacifistes palestiniens et internationaux travaillant à promouvoir la lutte pour la**

**liberté en Palestine et pour la fin de l'occupation israélienne. Nous utilisons des méthodes de résistance non violentes et des actions directes pour affronter et défier les forces illégales d'occupation israélienne et leur politique.**

**Comme il est stipulé dans le droit international et dans les résolutions de l'ONU, nous reconnaissons aux Palestiniens le droit de résister à la violence israélienne et à l'occupation par tout moyen armé légitime. Cependant, nous pensons que la non-violence peut être une arme puissante pour combattre l'oppression et nous nous sommes engagés sur des principes de résistance non violente.**

L'ISM occupe une place particulière dans la galaxie des mouvements internationaux qui opèrent en Palestine, ce pour avoir en partie résisté à deux tendances de fond qui ont modifié en profondeur les mouvements de solidarité. D'une part, contrairement à ce qu'ont entendu nombre de militants qui se sont rendus en Palestine ces dix dernières années, les activistes de l'ISM ne sont pas appelés à seulement observer la situation pour en rendre compte plus tard dans leurs pays respectifs, mais aussi à agir. En raison de cela, les membres de l'ISM sont fréquemment insultés dans les médias israéliens parce qu'ils s'interposent face aux soldats dans des manifestations en Cisjordanie et arrivent parfois à éviter l'arrestation de manifestants ou émeutiers palestiniens. D'autre part, à l'inverse des nombreuses ONG qui se sont données pour but d'accompagner le « processus de paix », l'ISM s'est développé contre la normalisation de l'occupation et de la colonisation, et en soutien à la résistance.

Comme nous l'explique très bien Haïdar Eid, représentant du *Boycott National Committee* à Gaza, le développement du mythe de la constitution d'un État « vivant en paix et en sécurité à côté d'Israël », conjuguée à la chute de l'URSS et à celles des différentes organisations staliniennes dans le monde, a, dès les années 90, favorisé l'essor de nombreuses ONG financées par les institutions internationales et par là-même une dépolitisation du soutien à la cause palestinienne, de plus en plus réduite à son simple aspect humanitaire. S'il n'est pas question de nier l'aide concrète et précieuse apportée par ces ONG aux Palestiniens, la réduction du soutien à l'aide humanitaire ou financière tend à

imposer une vision où il n'y aurait plus une occupation à combattre ou une résistance à aider, mais seulement des besoins à combler, une économie à soutenir, un État à créer, et *in fine*, seulement des institutions avec lesquelles travailler.

En outre, si quelques dizaines des militants de l'ISM – majoritairement britanniques – se rendent chaque année en Palestine, les activités de l'ONG ne se réduisent pas à l'organisation de voyages. Par exemple, en Grande-Bretagne, le soutien à la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions), comme les actions directes pour casser la machine de guerre font partie des autres modes opératoires des militants dont certains se sentent liés aux différentes cultures et tendances du mouvement révolutionnaire. Ainsi, à Brighton, lors de l'opération « Plomb durci », un collectif nommé Smash EDO (« Attaquons EDO ») a, par des blocages d'usine et des destructions de machines, infligé quelques dommages à l'EDO Aircraft Corporation, productrice d'armement pour l'armée israélienne<sup>1</sup>. Aussi, en juin 2012, les militants britanniques de l'ISM ont été très actifs dans l'animation d'un squat londonien nommé *Palestine Place*, ouvert afin de faire connaître la cause palestinienne et créer des espaces de discussion et d'organisation. Enfin, à l'été 2015, l'ISM a été l'une des organisations de la large coalition *Block the factory* qui a mis en place des blocages d'usines d'armements en Angleterre et en Australie.

En Palestine, même si le nombre de militants occidentaux blessés et tués par l'armée israélienne est faible en comparaison du nombre de morts et de blessés palestiniens, les activités de *International Solidarity Movement* se sont à plusieurs reprises heurtées à la violence de l'occupation israélienne. C'est ainsi que le 16 mars 2003, Rachel Corrie, militante américaine âgée de 24 ans, fut tuée à Rafah par un engin de l'armée israélienne, alors qu'elle s'opposait à des destructions de maisons. De nombreux témoignages (rapportés notamment dans le film que la réalisatrice franco-israélienne Simone Bitton a consacré aux circonstances de la mort de Rachel) établissent que le conducteur du bulldozer a provoqué sa

1. Les militants de l'ISM interpellés furent relaxés lors de leur procès, le tribunal reconnaissant que leur action avait pour but d'empêcher des crimes de guerre.

mort en l'écrasant par deux fois alors qu'elle s'était délibérément placée face à l'engin d'une manière on ne peut plus visible.

À peine un mois plus tard, le 11 avril 2003, Thomas Hurndall, militant et photographe britannique de 22 ans, fut abattu d'une balle dans la tête par un sniper israélien à Gaza, alors qu'il tentait de secourir des enfants palestiniens confrontés aux tirs des soldats. Pour Bob Williamson, un camarade de l'ISM rencontré à Londres, comme pour de nombreux militants du mouvement, ces deux meurtres par l'armée d'Israël avaient pour but de signifier à ceux qui souhaitent apporter un soutien aux Palestiniens que le statut d'Occidental ne suffisait pas à se sentir en sécurité en Palestine occupée.

Un autre destin tragique est celui de Vittorio Arrigoni, militant italien de l'ISM, qui avait emménagé à Gaza en 2008. Il se fit connaître d'abord par son blog sur Internet, puis par le fait que lui et quatre autres militants d'ISM furent parmi les seuls internationaux à refuser de quitter Gaza lors de l'opération « Plomb durci ». Écrits dans l'extrême urgence, publiés jour après jour sur son blog <http://guerrillaradio.iobloggo.com> (le plus visité en Italie en janvier 2009), ses articles furent la seule source européenne d'information dans la Bande de Gaza, les journalistes ayant été interdits d'accès à la zone avant le déclenchement des opérations militaires. Ces textes ont été ensuite rassemblés dans un livre intitulé *Restiamo umani* (« Rester humain »), traduit et publié dans de nombreuses langues<sup>2</sup>.

Très apprécié de l'immense majorité des habitants de la Bande de Gaza – notamment des jeunes –, le 14 avril 2011, Vittorio fut enlevé dans la rue par un groupe nommé Tawhid wal-Jihad (littéralement : « Unicité de Dieu et Combat ») se revendiquant d'Al-Qaïda, qui lança un ultimatum au gouvernement du Hamas, menaçant d'exécuter Vittorio si leur chef, Abou Al-Walid Al-Maqdisi, arrêté un mois plus tôt, n'était pas libéré. Le lendemain, avant même la fin de l'ultimatum, Vittorio était pendu, les assassins affirmant que le militant italien était venu « répandre la dépravation ».

2. Vittorio Arrigoni, *Rester humain à Gaza, Décembre 2008-Juillet 2009, Journal d'un survivant*, éditions Scribest, 2010, pour la version française.

Le meurtre fut condamné de manière unanime, notamment par le Hamas, l'Autorité palestinienne, le Front Populaire de Libération de la Palestine et par les milliers de Gazaouis de toutes tendances politiques qui sont allés manifester pour dénoncer cet assassinat.

Il me faut ajouter que, lors de mon séjour, le représentant du consulat de France en poste à Gaza n'hésita pas à instrumentaliser le sort de Vittorio pour, après m'avoir reproché ma présence à Gaza sans autorisation consulaire, m'appeler à « être prudent » et à ne pas éveiller les soupçons, ce qui signifiait pour lui « n'inviter aucun Palestinien chez soi, ne pas sortir seul, et n'avoir aucun lien avec des militants »...

Après que le responsable consulaire français eut aussi tenté de me faire croire que « le Hamas cherch[ait] des informations sur [moi] », j'appelai un ami palestinien, qui me rejoignit pour en parler. « *C'est un mensonge, me rassurait-il, ce n'est absolument pas la procédure. Lorsque les autorités cherchent à en savoir plus sur un étranger, ils convoquent le ou les Palestiniens qui se sont portés garants et leur posent des questions. Ils auraient aussi pu appeler l'université, mais pas la représentation du pays dont tu es ressortissant... c'est une manœuvre, et ça a pour seul but de faire en sorte que tu ne t'engages pas, et que tu ne caches rien aux autorités françaises en croyant qu'elles te protègent d'un danger...* » Et d'ajouter à propos de Vittorio Arrigoni : « *C'est dégueulasse d'utiliser son nom pour décourager les étrangers d'agir à Gaza... Personne ne le prenait pour un espion, y compris ceux qui l'ont tué.*<sup>3</sup> *Ils cherchaient seulement*

3. En avril 2013, après plusieurs arrestations en leur sein, les membres d'un groupe considéré comme proche de celui qui a exécuté Vittorio déclareront dans un communiqué être prêts à « tout faire pour faire libérer » leurs camarades. Des amis palestiniens me conseilleront alors, comme à d'autres Européens, de ne pas sortir seul, et je serai, peut-être paradoxalement, rassuré en apprenant quelques jours plus tard la libération des personnes arrêtées. Malgré quelques apparitions spectaculaires, les partisans d'Al-Qaïda et maintenant de l'État Islamique restent cependant très marginaux à Gaza. En dehors du meurtre de Vittorio Arrigoni, leurs coups d'éclat sont la proclamation d'un « Émirat islamique » depuis une mosquée de Rafah en 2009, ainsi qu'un incendie criminel et une explosion déclenchés dans les locaux de l'Institut français en 2014. Ces événements ont à chaque fois été suivis d'une répression féroce de la part du Hamas. Après dix-huit mois de fermeture, l'Institut français a rouvert ses portes au printemps 2016.